

Recommandations pour une politique culturelle bruxelloise avisée

UN FIL ROUGE POUR LA CULTURE

État des lieux

Les arts sont en pleine effervescence à Bruxelles. En 2024, Bruxelles est une ville hyper-diversifiée, où cohabitent plus de nationalités que partout ailleurs en Europe. Sa position territoriale, ses liaisons rapides avec les autres grandes villes, son coût de vie relativement abordable par rapport aux autres capitales d'Europe occidentale et ses fortes traditions artistiques font de la ville une porte d'entrée en Belgique pour les artistes du monde entier. Elle sert également de vitrine à de nombreux·ses artistes belges qui y montrent leur travail, leur carrière internationale. Bruxelles est la ville artistique par excellence.

Une ville aussi dynamique ne peut que bénéficier d'une politique culturelle avisée : une démarche qui s'appuie sur les organisations et les artistes qui lui donnent vie. Une politique culturelle qui se construit du bas vers le haut, à partir des initiatives présentes. Une politique culturelle, qui se nourrit des autres niveaux politiques, des autres compétences et des autres communautés.

Pour une politique culturelle avisée

En cette année électorale 2024, le Réseau des Arts à Bruxelles/Brussels Kunstenoverleg (RAB/BKO) formule une série de recommandations concrètes dans ce sens.

- Ce document ne prétend pas à l'exhaustivité. Il sert de fil rouge, pour aider à clarifier la complexité, pour faire converger les points de vue, pour mettre en évidence les liens entre les différentes questions.
- Formulées sur base de discussions avec les acteur·ices de terrain et à partir de recherches déjà publiées, ces recommandations résultent également de l'ensemble des consultations et réflexions menées par le RAB/BKO ces dernières années, notamment dans le cadre de l'étude [Chaos créatif](#) (2019) ou du [Plan Culturel pour Bruxelles](#) (2009).
- Ces publications demeurent pertinentes : plusieurs problématiques qui y sont abordées apparaissent depuis des années dans les notes politiques, les plans culturels et les mémorandums.

Un fil rouge et des recommandations concrètes

Avec ces recommandations, nous voulons faire entendre la voix des acteur·ices culturel·les bruxellois·es aux futur·es décideur·euses politiques. Nous espérons qu'elles inspireront le déploiement d'une politique culturelle cohérente, durable et inclusive, en adéquation avec la ville, ses habitant·es, ses artistes et ses opérateurs culturels.

En outre, plusieurs acteurs du secteur ont publié ces dernières semaines de nouvelles préconisations concrètes. Nous les avons reprises à la fin de ce texte. Les recommandations qui suivent concernent Bruxelles, mais doivent être lues comme complémentaires et indissociables d'autres propositions ayant trait aux différents niveaux de pouvoir belges. Bien davantage que d'autres villes belges, Bruxelles est confrontée aux problématiques rencontrées actuellement par les grandes villes. À Bruxelles, presque tous les niveaux décisionnels politiques (communal, communautaire, régional, fédéral) ont, à divers degrés, un rôle à jouer au niveau culturel.

Certaines recommandations sont récurrentes dans ce document : elles constituent un fil rouge qui relie les différents thèmes abordés ou sont liées à des décisions prises en lien avec plusieurs compétences ou niveaux politiques. Lorsqu'un-e artiste étranger-e arrive à Bruxelles, iel se heurte à plusieurs obstacles : il n'existe pour l'instant pas de "guichet unique" culturel où cet-te artiste pourrait être aidé-e dans plusieurs langues. Bruxelles ne dispose pas non plus de cartographie culturelle permettant à cet-te artiste de découvrir l'ensemble du paysage artistiques, les opportunités ou les collaborations possibles, les espaces qui pourraient lui servir d'atelier.

Plusieurs des recommandations préconisent de coopérer au-delà des cloisonnements politiques, linguistiques et culturels. Certaines peuvent également être considérées dans un cadre plus vaste et plus ambitieux, et dans une perspective qui va au-delà de la fin des prochaines législatures, par exemple à l'horizon de 2030.

Contact

Brigitte Neervoort
Coordinatrice centrale
brigitte@rabbko.be

Table des matières

	Introduction	p. 1
01	Soutien aux artistes avec le guichet unique	p. 4
02	Gouvernance et collaboration	p. 6
03	Diversité, accessibilité et multilinguisme	p. 8
04	Infrastructure et espace public	p. 11
05	Enseignement, formations et emploi	p. 13
06	Durabilité	p. 15
07	Tourisme, communication culturelle et marketing urbain	p. 17
	Conclusion	p. 18
	Sources	p. 18
	Colophon	p. 19

01 | SOUTIEN AUX ARTISTES AVEC LE GUICHET UNIQUE

Cette mesure annoncée dans les accords de gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et de la Communauté française, évoquée à plusieurs reprises lors des concertations interministérielles s'avère absolument nécessaire pour faire évoluer positivement la situation des artistes.

Le RAB/BKO propose la création d'un guichet unique à l'échelle de la Région. L'objectif : simplifier les démarches administratives pour les artistes et les aider à naviguer à travers les procédures. Un tel projet bénéficierait de l'implication et l'expertise de toutes les parties prenantes des deux côtés de la frontière linguistique.

Des partenaires impliqués

Le RAB/BKO, [La Concertation](#), [Brussels Museums](#), [FEAS](#), [oKo](#) et les autres fédérations concernées, ainsi que les organisations qui prennent déjà en charge certains besoins du secteur comme l'[Atelier des droits sociaux](#), [SMART](#), [Kunstenpunt](#), [Cultuurloket](#), [Amplio](#), [ideji ASBL](#), [ILES](#), ... [Visit.brussels](#) et [Hub.brussels](#) sont également des partenaires naturels. Le guichet unique de Bruxelles serait une entité centrale financée par les autorités régionales ainsi que par d'éventuelles contributions des communautés et du fédéral.

Tâches principales

Définies de diverses manières dans le passé, elles pourraient comprendre, par exemple, les éléments suivants :

- **Information & communication**
Fonctionner comme un centre d'information central : collecter et fournir des informations pertinentes sur les événements culturels, les subventions et les installations disponibles. Donner aux artistes et aux organisations un accès rapide à des données essentielles les concernant tous-tes.
- **Conseil et soutien**
Fournir des conseils professionnels aux artistes sur des questions juridiques, financières et d'organisation d'événements. Un soutien dans ces domaines permettrait aux artistes d'accroître leur efficacité.
- **Simplification administrative**
Simplifier les procédures administratives en centralisant les démarches. Alléger les demandes de permis, les programmes de subventions et autres processus administratifs, permettrait aux artistes d'accéder plus facilement aux ressources dont ils ont besoin. Idéalement, le guichet unique pourrait faire partie d'un système plus large et centralisé de soutien aux artistes, comprenant des ateliers et des logements abordables afin de stimuler une communauté créative bruxelloise dynamique et durable.
- **Mise en réseau**
Faciliter les possibilités de mise en réseau et de collaboration entre les artistes, les organisations culturelles et les différents pouvoirs publics. Dans ce but, il serait judicieux d'encourager l'échange d'idées et de ressources pour faire naître des projets communs.

Une étude plus approfondie est absolument nécessaire pour que ce projet aboutisse. Entretemps, le gouvernement fédéral a pris des mesures pour professionnaliser le statut juridique des artistes avec la réforme des règles de sécurité sociale pour les travailleurs des arts. En automne 2023, la nouvelle Commission du travail des arts a été créée et le site www.workinginthearts.be a été lancé, la plateforme digitale ayant trait à tout ce qui concerne l'emploi culturel et artistique.

Recommandations complémentaires

- Réaliser davantage de recherches globales sur les conditions de travail et les rémunérations des artistes à Bruxelles, en impliquant les fédérations et d'autres structures représentant les artistes ([laFAP](#), Artists Coalition, [SOTA](#), [Facir](#), [CTEJ](#), [Union des Artistes](#), ...)
- Les politiques devraient davantage soutenir les organisations qui représentent déjà les artistes (souvent sans soutien actuellement).

02 | GOUVERNANCE ET COLLABORATION

En 2019, le RAB/BKO a dressé le tableau de la complexité du contexte institutionnel bruxellois en publiant Chaos créatif. Le manque de coordination entre les nombreuses couches institutionnelles bruxelloises conduit souvent à des situations absurdes. Les artistes, les travailleur-euses et les organisations artistiques bruxellois-es bénéficieraient toutes d'une meilleure concertation des acteur-ices politiques entre elleux et avec le terrain. Une véritable politique culturelle bruxelloise ne sera fructueuse que si l'on regarde tous-tes dans la même direction.

Le RAB/BKO milite pour la mise en place d'une politique culturelle cohérente et concertée entre les différents niveaux politiques ainsi qu'avec le secteur, accompagnée de procédures transparentes. Cette orientation s'appliquerait aussi bien à l'organisation de manifestations et programmes culturels qu'au partage et à l'attribution des ressources financières, en particulier s'agissant des fonds publics.

Organiser des manifestations et programmes culturels conjoints

Le réseau préconise d'encourager la coopération entre les différents niveaux politiques et avec le secteur culturel. Stimuler l'organisation d'événements et de programmes culturels conjoints qui reflètent la diversité de Bruxelles et qui osent être ambitieux.

Une initiative précieuse comme Park Poétik peut servir d'exemple d'un projet d'envergure impliquant les organisations dès le départ.

En soutenant conjointement les initiatives culturelles intercommunales, les différents niveaux administratifs contribuent au développement du tissu culturel de la capitale. La stratification institutionnelle ne doit pas être une excuse pour renoncer aux collaborations. Un horizon ambitieux comme Molenbeek/Bruxelles 2030 a un rôle important à jouer à cet égard et pourrait être soutenu par toutes les autorités compétentes. De tels projets seront couronnés de succès si leur préparation débouche sur de nouvelles collaborations durables.

Organiser le partage des ressources financières

Nous proposons de faciliter la coopération en partageant les ressources financières entre différents niveaux du pouvoir et envisager des programmes de subvention conjoints.

Les ressources pourraient être allouées, par exemple, par différentes communes bruxelloises et/ou une coalition de communes et de communautés (Culture Cultuur), sur la base d'objectifs et de priorités communs. Des solutions créatives en matière de cofinancement existent déjà dans la pratique : par exemple, la région investit dans l'infrastructure et les communautés tandis que les communes investissent dans le contenu. Il faut nourrir cette créativité et la développer.

Définir le rôle de la culture dans la politique régionale

Le secteur souhaite une politique culturelle régionale complète, cohérente et adaptée, qui se focalise sur le développement de l'ensemble des acteurs.

En effet, la sixième réforme de l'État a donné à la Région des compétences dans de nouveaux domaines, dont les "domaines biculturels" (beaux-arts, patrimoine culturel, musées et institutions scientifiques d'intérêt régional). La Région a ainsi réalisé le développement de KANAL - Centre Pompidou et du CIVA. Il semble pertinent qu'un tel soutien ne s'applique pas qu'à un seul musée. L'organisation d'états généraux de la culture permettrait de définir des priorités.

Clarifier le processus d'attribution des subventions

Le secteur demande un cadre politique et des structures décisionnelles plus transparentes afin de garantir l'égalité de traitement et la continuité de tous les dossiers.

La situation actuelle, où la politique culturelle à Bruxelles est menée de manière fragmentée et non coordonnée à travers les compétences en matière d'image, de tourisme et autres, a des conséquences négatives.

Proposition de bonnes pratiques concrètes

- Garantir des conditions de subvention simples et claires, à chaque niveau, avec un engagement sur les délais de traitement des demandes et de communication des réponses complètes (avis inclus).
- Assurer une répartition de tâches plus nette entre les niveaux administratif et politique (c'est-à-dire les administrations et les cabinets). Différents cabinets ministériels jouent actuellement un rôle majeur dans l'attribution de l'aide.
- Impliquer des instances d'avis ou des comités d'expert-es, composés d'acteurs de terrain lors de l'attribution des subventions par les administrations et les cabinets. Le manque de vision globale actuel engendre un risque de décision arbitraire.
- Envisager différentes formes de soutien dans le nouveau cadre politique : des aides aux projets, mais aussi des soutiens structurels pluriannuels pour des projets qui, au-delà des frontières linguistiques, travaillent spécifiquement sur Bruxelles et nécessitent une continuité.
- Scinder l'enchevêtrement des pouvoirs afin de garantir une politique culturelle transparente. En effet, au niveau politique, il arrive que plusieurs fonctions décisionnelles soient exercées par la même personne.

Recommandations complémentaires

- **Impliquer le secteur dans les réglementations qui le concernent**
Le secteur demande aux politiques de consulter et d'impliquer - par l'intermédiaire du RAB/BKO, les acteurs culturels avant de voter de nouvelles lois. Exemple : les réglementations sur les nuisances sonores ont un impact sur les salles de concert, mais celles-ci n'étaient pas invitées à la table des négociations.
- **Développer la recherche sur le secteur**
Le secteur a besoin de plus de données chiffrées pour adapter ses pratiques et montrer la réalité de terrain. Ces données existent en partie et nécessitent une centralisation. D'autres sujets méritent des études spécifiques. Ces connaissances permettront aussi aux décideur-euses politiques de développer des programmes adéquats.
- **Assurer la sécurité juridique pour les organisations bicommunautaires**
Mettre en place un cadre juridique destiné à clarifier le statut des organisations bicommunautaires. Il règne actuellement un flou qui, tout comme la clarification du statut, ne devrait pas compromettre l'existence d'organisations de qualité. Lors de l'instauration de ce cadre juridique, les organisations elles-mêmes devraient être consultées.

03 | DIVERSITÉ, ACCESSIBILITÉ ET MULTILINGUISME

Il est très encourageant de constater l'émergence d'une nouvelle génération de créateur·ices issu·es de la diversité. De précieuses initiatives et propositions créatives existent sur le terrain pour diversifier la programmation, le fonctionnement des institutions et leurs publics. Cependant, il reste encore beaucoup à faire.

En 2020, le RAB/BKO, en collaboration avec BRUXEO et le label United Stages a mis en place un groupe de travail composé d'une vingtaine d'institutions du secteur culturel bruxellois afin de lancer une réflexion collective sur sa politique de diversité et d'inclusion. Ce groupe de travail a abouti à la [Charte bruxelloise pour la diversité et l'inclusion](#). En 2023, la plateforme [United Stages](#) a été intégrée au RAB/BKO afin de pérenniser son impact et d'élargir son rayonnement. Rebaptisée United Solidarity en 2024, elle oriente son activité vers des actions de solidarité entre le secteur culturel et associatif de terrain. Le succès du cycle de formations "Work in progress : Lutte contre le racisme" organisé par le RAB/BKO en 2024 montre une réelle volonté de la part des travailleur·euses culturel·les de changer de cap.

Le contexte hyper-diversifié de Bruxelles en fait un laboratoire de pratiques équitables. De nombreuses initiatives partent des besoins du terrain pour remonter aux institutions. [Article 27](#) par exemple, ou encore les nombreux acteurs qui expérimentent des tarifs alternatifs, des tickets solidaires ou "Pay What You Can". D'autres initiatives souhaitent faciliter l'accès aux organisations culturelles pour les primo-arrivant·es. Elles sont développées par des collectifs comme la [Voix des Sans Papiers](#) ou [Globe Aroma](#). Trop souvent, ces mouvements se heurtent à des incompatibilités avec la politique culturelle en vigueur.

Appliquer des mesures d'ouverture, d'inclusion et d'égalité est indispensable : le secteur souhaite devenir plus inclusif et se diversifier. Pour atteindre cet objectif, il a besoin de ressources et d'un soutien supplémentaire pour devenir plus ambitieux dans ce domaine. Le réseau est donc force de proposition avec les recommandations suivantes : elles œuvrent à ce que les institutions culturelles adoptent des politiques d'inclusion et d'égalité, de la création à la programmation en passant par l'accueil du public.

Envisager la culture comme un droit

Le réseau recommande un changement de regard sur la culture pour pouvoir développer une politique culturelle comme un vecteur de cohésion sociale et un outil d'inclusivité.

Garantir les droits culturels des citoyen·nes comme le droit à l'enseignement ou le droit à la santé est essentiel. Les droits culturels sont des droits humains fondamentaux qui permettent à chacun·e de participer à la vie culturelle, de bénéficier de ses avantages et de contribuer à son développement. Ils comprennent le droit à l'identité, à la diversité culturelle ainsi qu'à l'accès et la participation aux expressions artistiques. Ces droits promeuvent une société inclusive et respectueuse de la diversité, essentielle pour l'épanouissement individuel et la cohésion sociale. Le RAB/BKO appuie les demandes concrètes que Culture & Démocratie a formulées à ce sujet.

Soutenir les associations œuvrant pour la diversité

Bruxelles dispose déjà de structures et d'organisations qui œuvrent activement pour une plus grande diversité au sein des publics et des équipes, par exemple [So-Diversity](#) de Bruxeo, [Lasso](#), Article 27. Un travail est également effectué sur le coaching du personnel comme le service de diversité Actiris, avec son [plan d'action](#). Enfin, il existe des initiatives du gouvernement régional comme [equal.brussels](#).

Il convient de soutenir ces plateformes et les réseaux de coopération (inter)sectorielle déjà existants où les organisations culturelles peuvent se partager bonnes pratiques, ressources et expériences en matière de diversité.

Inciter les programmeurs à faire de la place aux artistes d'origines diverses

Nous préconisons de penser les instances culturelles comme des espaces d'échanges démocratiques où la voix de chacun-e est écoutée et prise en compte. Les artistes d'origines variées doivent trouver des places plus importantes dans la programmation, afin de mieux refléter la diversité de notre société. Une telle démarche combat les stéréotypes et offre aux publics une expérience culturelle plus authentique et représentative.

Pour ce faire, il apparaît nécessaire de prévoir des lignes budgétaires spécifiques supplémentaires pour renforcer ces actions destinées à lutter contre le racisme. Il serait également opportun de faciliter l'obtention de visas pour les artistes issus de pays non-européens. Le cadre juridique n'étant pas adapté, le réseau plaide pour une exception culturelle et la simplification des critères économiques.

Renforcer une politique culturelle qui s'adresse spécifiquement aux jeunes

Bruxelles est la région la plus jeune du pays : les moins de 30 ans y représentent 40 % de la population. Ces jeunes présentent des indicateurs de fragilité importante, tant au niveau social que psychologique. Une tendance que la pandémie a encore renforcée. La participation à la vie culturelle permet aux nouvelles générations d'acquérir une meilleure compréhension de leur propre culture et d'élargir leurs horizons.

Le RAB/BKO plaide pour le renforcement des politiques culturelles destinées à la jeunesse. Il convient de soutenir des projets artistiques qui l'engagent directement, en phase avec ses intérêts et valeurs (games, nouvelles technologies, musiques). Les espaces publics peuvent être conçus pour encourager l'expression des jeunes à travers le street art et l'art visuel. Des lieux de rencontre par et pour les jeunes, reconnaissant leurs besoins, sont nécessaires dans chaque commune.

Permettre aux opérateurs de pratiquer des tarifs démocratiques

La tarification démocratique pratiquée par les structures est en conflit avec leur obligation de générer des pourcentages élevés de recettes propres pour continuer à bénéficier de subventions.

La politique se doit d'aider à faire émerger des solutions créatives afin d'alléger la pression financière qui pèse sur les structures.

Prendre des mesures transversales concrètes, notamment sur le plan de la santé, des affaires sociales et de l'emploi

La recherche confirme l'impact positif de la culture sur la santé des participant-es. Les visites de musées sur prescription médicale constituent, par exemple, une bonne pratique à cet égard. Dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, nous appuyons aussi la demande d'Article 27 #Bruxelles d'être soutenue dans la mise en œuvre d'un dispositif de tarif social culturel pour les personnes bénéficiant de l'intervention majorée.

Nous plaidons pour veiller à ce que le secteur culturel soit toujours impliqué dans les services publics communaux, régionaux ou autres qui se consacrent à l'inclusion et la diversité. Par exemple, faire travailler une personne du service diversité d'Actiris spécifiquement sur le domaine culturel et créer des ponts entre equal.brussels et le secteur culturel.

Recommandations complémentaires concernant le multilinguisme

- **Reconnaître et faciliter la diversité linguistique dans la programmation et la communication**
Il est capital d'encourager le multilinguisme dans les programmations culturelles afin de toucher un public plus large. Bien que Bruxelles soit souvent louée pour son hyper-diversité, l'ouverture aux autres langues est encore trop souvent perçue comme une menace culturelle par les autorités compétentes à Bruxelles. Pourtant, le multilinguisme présente des avantages importants.
- **Un soutien financier pour la communication multilingue incluant des aides pour des services de traduction, du matériel promotionnel ou des formations linguistiques est essentiel** afin de soutenir la formation linguistique des artistes et des travailleur-ses artistiques.
- **Aider les artistes et les travailleur-euses artistiques qui souhaitent acquérir des compétences multilingues** par le biais d'ateliers, de cours et de bourses ou en encourageant les organisations à établir des partenariats avec des collègues d'autres communautés linguistiques.
- **Encourager l'accessibilité des services administratifs**
Fournir des services administratifs accessibles et multilingues, y compris dans le "guichet unique" culturel, cf. supra. Cela comprend un soutien multilingue pour les demandes de subventions, de permis et d'autres formes d'assistance administrative.
- **Renforcer les compétences en matière de multilinguisme au sein du gouvernement bruxellois**
Augmenter les ressources et créer une "administration régionale du multilinguisme" : un service capable de donner des conseils, lancer des projets, mener des recherches et élaborer des politiques avec les autres acteur-ices de la ville (culture, éducation, services publics, emploi, économie).

Dans la législature actuelle, le multilinguisme fait partie des compétences du gouvernement bruxellois.

Recommandations complémentaires pour une digitalisation durable et inclusive

- **Veiller à maintenir un développement digital durable, tourné vers l'inclusion et l'accessibilité**
En effet, au cours de la dernière législature, la digitalisation du secteur s'est accélérée, notamment en raison de la pandémie. Le réseau s'inquiète de la transformation digitale rapide de la société, en particulier pour les personnes qui ont peu ou pas de compétences dans ce domaine et risquent donc d'être encore plus exclues. En 2023, le réseau a collaboré avec l'ULB, pour mener la recherche "[Digi-Tales of Inclusivity](#)".
- **Questionner la pertinence de proposer une offre digitale toujours plus développée** à des publics déjà sur-sollicités. Ou à l'inverse profiter des opportunités digitales pour rendre l'art plus accessible, par exemple pour les personnes moins mobiles ou porteuses d'un handicap. Le secteur est en demande d'une démarche de professionnalisation pour les aspects qui semblent bénéfiques.
- **S'inspirer d'initiatives tournées vers une numérisation sociale et locale**
À Bruxelles, des projets existent comme le "[Cycle Numérique](#)" du collectif PUNCH et le travail de [Constant](#) et [Tactic](#). Le RAB/BKO estime que le secteur gagnerait à suivre l'exemple concret de [Public Spaces](#) au Pays-Bas qui propose des outils alternatifs à ceux fournis par les multinationales.

04 | INFRASTRUCTURE ET ESPACE PUBLIC

L'augmentation du coût de l'immobilier à Bruxelles a pour conséquence un manque de lieux de travail abordables financièrement pour les organisations culturelles et les artistes.

Ces dernières années, des progrès ont été réalisés dans le domaine de l'infrastructure culturelle avec le développement et l'expansion de perspective.brussels (spots.brussels), permettant aux organisations culturelles de trouver plus facilement des espaces de travail - à partager ou non. Différents gouvernements ont soutenu ou initié des projets qui stimulent le partage d'espaces afin de lutter contre l'inoccupation et de promouvoir la coopération entre secteurs ([KULT XL Ateliers](#), [Plan Atelier](#), [Broedplekken](#)).

Ces dernières années, de nombreuses initiatives émanant de la société civile ont été lancées, constatant le besoin d'infrastructures et le nombre de bâtiments inoccupés en ville. Il est désormais impossible d'imaginer la ville sans des initiatives telles que [Communa](#), [Toestand](#), etc. Malgré ces bonnes pratiques d'autres mesures demeurent nécessaires. Si nous voulons que la ville reste attrayante pour les artistes et les initiatives émergentes qui font aussi la force de la scène artistique, trouver des solutions, y compris politiques, est indispensable.

Le réseau préconise davantage de mesures pour multiplier les espaces accessibles et augmenter la quantité de lieux artistiques de qualité. Le besoin se porte en priorité sur des lieux pérennes. Diverses expériences d'occupation temporaire peuvent d'avérer des solutions intéressantes, pour autant qu'elles soient encadrées et offrent un standard de confort pour les occupant-es. Il convient d'impliquer les artistes dans le développement et l'utilisation durable d'infrastructures de qualité. Nous soutenons une approche globale et intelligente de l'art dans l'espace public afin de le concevoir au sens le plus large et le plus inclusif possible. Une cartographie centralisée appuierait encore cette vision collaborative des lieux de créations et de représentations.

Outre le besoin de cartographie, on constate aussi un énorme manque d'espaces. Ce problème peut être résolu de plusieurs manières concrètes :

- **Les pouvoirs locaux devraient mettre à disposition des espaces** pour que les personnes et les organisations bénéficient d'un lieu de travail sans dépendre des financements des institutions. La Région bruxelloise et les 19 communes ont un rôle à jouer à cet égard.
- **Dans les nouveaux projets de construction, on peut envisager de fixer un pourcentage minimum pour les "équipements culturels"**, comme c'est déjà le cas pour les équipements collectifs.
- **Encourager l'utilisation culturelle des espaces vacants**
Stimuler la rencontre et la coopération avec les développeurs immobiliers est une bonne idée, comme accorder des avantages fiscaux aux propriétaires qui louent leur espace à des organisations culturelles ou à des artistes.
- **Faire la distinction entre les lieux de création et les espaces ouverts au public**
L'aide politique se concentre encore trop souvent sur les espaces visibles. Les artistes ont besoin d'espaces pour répéter, écrire, créer, et les productions artistiques ont besoin d'espaces administratifs de qualité.
- **Légiférer pour assurer un aménagement minimum des locaux occupés temporairement**, en commençant par une charte (sécurité, assurances, ...) pour freiner l'exploitation de bâtiments insalubres par les agences immobilières commerciales spécialisées en ateliers d'artistes.
- **Chercher l'inspiration en dehors de Bruxelles** et s'inspirer des expériences en dehors de la Région : les [Comptoirs des Ressources Créatives](#) dans 5 villes wallonnes ou encore [UFO](#), réseau flamand des ateliers d'artistes.

Développer une cartographie complète et centralisée

Il existe encore un réel besoin d'une cartographie du secteur bruxellois qui permette d'identifier l'offre existante et de mettre en relation toutes les organisations et les artistes, et ce, malgré le travail accompli (Perspective, visit.brussels). Une telle initiative devrait prendre en compte aussi bien la partie visible des infrastructures culturelles ouvertes au public que les lieux de travail, ateliers, studios qui constituent un territoire encore mal connu et sous-estimé.

[Open.creatives](https://open.creatives.be), système élaboré par le Réseau des Arts gantois, peut servir de modèle open source. Pour appliquer ce modèle à la réalité diverse et multilingue de Bruxelles, un investissement serait nécessaire de la part de perspective.brussels, en collaboration avec les 19 communes. Le RAB/BKO peut organiser la consultation du secteur. Une collaboration avec les ICC, via creative.brussels de hub.brussels semble logique à cet égard.

Adopter une vision globale de l'occupation de l'espace public

L'espace public possède un potentiel considérable pour fédérer des publics et rassembler autour de propositions artistiques accessibles au plus grand nombre. Nous encourageons à porter une vision globale de l'art dans l'espace public : avec l'intégration pérenne d'œuvres d'art et l'aménagement de l'espace public pour accueillir des événements artistiques ponctuels.

Il convient d'impliquer les commissions professionnelles dotées d'une expertise artistique. Ici aussi, la Région a un rôle à jouer pour soutenir et dépasser les frontières communales. Sans le vouloir, les différents niveaux politiques empêchent le développement régional d'initiatives fortes mises en place par les communes. Enfin, une plus grande transparence est également requise.

05 | ENSEIGNEMENT, FORMATIONS ET EMPLOI

La place des arts et de la culture dans l'éducation est questionnée sur le plan national, en faveur de filières plus scientifiques. Et ce, en partie à la suite des mauvais résultats de l'enquête PISA. En outre, le secteur peine à trouver des personnels qualifié-es dans un contexte économique difficile.

Nous plaillons pour des politiques qui donnent aux arts et à la culture leur juste place comme composante indispensable du développement des enfants et des jeunes. À cette fin, nous encourageons à soutenir et renforcer les initiatives existantes qui garantissent la place de la culture dans les écoles. Faire enfin en sorte que davantage de jeunes Bruxellois-es trouvent plus facilement le chemin vers des études artistiques et/ou un emploi dans le secteur culturel.

Intensifier les collaborations entre les écoles et les acteurs culturels

Le réseau plaide pour offrir plus de cadres et de moyens afin de construire des passerelles entre les acteurs de terrains et l'enseignement.

- En FWB, le développement du [PECA](#) (Parcours d'Éducation Culturelle et Artistique) a représenté une grande avancée. Toutefois, les fonds alloués à Bruxelles dans ce cadre sont actuellement insuffisants par rapport au nombre d'élèves bruxellois-es. Des moyens supplémentaires sont donc nécessaires.
- Du côté flamand, l'opération "[Traject Brede Scholen](#)" de la VGC, en collaboration avec les "gemeenschapscentra" et les communes, fait entrer le quartier (et donc la culture) dans les écoles.
- Il serait pertinent de donner des moyens pour que l'expertise acquise sur le terrain soit partagée dans le reste du secteur en soutenant les structures de soutien et les organisations représentatives.

Encourager les initiatives qui réduisent les obstacles à l'enseignement artistique supérieur

Le secteur appuie la démarche d'aider les artistes à se former en finançant un enseignement artistique de qualité.

Cela comprend également l'enseignement artistique à temps partiel organisé par les communes et les réseaux d'enseignement (les académies). Cette offre n'est pas assez large. La force de l'enseignement repose sur sa diversité : un groupe intergénérationnel s'y forme et s'y développe, à des prix démocratiques. D'autres démarches peuvent également être envisagées :

- Proposer des cours de préparation aux examens d'entrée pour les jeunes Bruxellois-es (cf. [Classe Prépa Théâtre](#) à Namur)
- Soutenir les étudiant-es précaires pour faire face aux coûts élevés des ateliers et des frais d'entrée dans les institutions artistiques.
- Soutenir les systèmes de parrainage d'étudiant-es issu-es de différents milieux socioculturels par des mentors externes (cf. [Transfoccollect](#)).
- Présenter des travaux d'étudiant-es (bachelier-master) dans les écoles secondaires.
- Lancer une base de données pour les jobs d'étudiant-es dans le domaine de la culture.

Stimuler le recrutement des jeunes Bruxellois-es dans le secteur culturel

Le secteur demande davantage de moyens pour faire le lien entre les demandeur-euses d'emploi et le secteur culturel bruxellois. Il requiert également des projets de formation et d'insertion professionnelle supplémentaires pour faciliter leur intégration.

- Un outil important pour diversifier le paysage culturel réside dans le recrutement de personnes qui ont grandi à Bruxelles. Les projets d'insertion professionnelle d'[Actiris](#), et les formations de [Bruxelles Formation](#) sont des projets de grande valeur qui pourraient encore davantage contribuer à jeter des ponts entre les demandeur-euses d'emploi et le secteur culturel bruxellois. Le RAB/BKO plaide pour le maintien des contrats ACS et le développement de davantage de projets de formation et d'insertion professionnelle à destination du secteur culturel.
- Là encore, le secteur s'est déjà montré inventif en proposant des initiatives permettant aux jeunes des quartiers bruxellois de travailler dans des projets culturels (pensez à [Recyclart](#), [Art2Work](#) et [Decoratelier](#)). Ici encore, nous demandons aux décideur-euses politiques de reconnaître, de soutenir et d'adopter cette créativité.

Améliorer les conditions de travail dans le secteur culturel

Le réseau recommande de développer les opportunités d'œuvrer à éviter que les conditions de travail et les rémunérations précaires ne provoquent un départ considérable d'artistes et de travailleur-euses qualifié-es, notamment dans les domaines de la communication et de la technique.

- Statut des travailleur-euses des arts : il faut poursuivre les efforts pour améliorer les conditions de travail de toutes les travailleur-euses artistiques dans le cadre de la révision et de l'ajustement du nouveau statut.
- Intégrer les indexations salariales dans l'octroi des subventions.
- Étendre les mesures fédérales [Maribel](#) afin qu'un plus grand nombre d'organisations culturelles, issues d'un plus grand nombre de commissions paritaires, puissent y faire appel.
- Soutenir les organisations de terrain (comme le [Fonds 304](#), [Cultuurloket](#)) dans le développement de formations et de conseils sur la prévention du burn-out et l'aide psychosociale pour les artistes et les travailleur-euses culturel-les.
- Créer des structures intermédiaires spécifiquement dédiées au signalement de comportements d'intimidation, abus, harcèlement et violence.

06 | DURABILITÉ

Le secteur a souvent joué un rôle de précurseur en matière de durabilité. Particulièrement en s'employant à sensibiliser des publics plus larges en amont des événements. Un travail important est donc mené depuis des années au sein du secteur culturel et de la société civile pour mettre en œuvre davantage d'actions éco-responsables. En 2023, en collaboration avec les réseaux [Brussels Museums](#) et [La Concertation](#), le RAB/BKO a créé [SamenDurable](#) - une plateforme d'information, d'échanges et de coopération transversale autour de la transition climatique pour et par les acteurs culturels sur le territoire bruxellois.

Pour renforcer l'engagement du secteur culturel vers une démarche de développement durable, nous recommandons de poursuivre et d'amplifier les initiatives publiques existantes, d'appuyer les associations et réseaux œuvrant pour l'écologie, de créer des subventions spécifiques pour encourager les pratiques durables, de promouvoir la mutualisation des espaces et des ressources, et d'investir dans des infrastructures culturelles. Ces mesures permettront de créer une "communauté durable" et de soutenir les organisations culturelles dans leur transition vers une économie plus responsable.

Encourager les initiatives actuelles des pouvoirs publics

Les réseaux recommandent de poursuivre les mesures engagées et d'impliquer davantage le secteur culturel dans les projets de développement durable sous la prochaine législature. Ces dernières années, Bruxelles a opéré des avancées importantes grâce à l'évolution soutenue par [environnement.brussels](#) ainsi que des initiatives comme "[Good Move](#)" et "[Good Food](#)".

Soutenir les associations œuvrant pour l'écologie

Il est important d'encourager les propositions durables et les réseaux de coopération (inter)sectorielle déjà existants (comme [EventChange](#), [Pulse Transitionenwerk](#), [Bruxeo](#), [Eco-conseil](#), ...). Les organisations culturelles peuvent s'y partager bonnes pratiques, ressources et expériences en matière de durabilité, faire les premiers pas vers une économie circulaire, former leur personnel en matière de durabilité. En créant une "communauté durable", on encourage les initiatives respectueuses de l'environnement. Les plus petites organisations peuvent trouver du soutien et bénéficier de l'expérience des institutions ayant une longueur d'avance.

Proposer des subventions spécifiques pour les événements

Créer des fonds ou subventions spécifiques pour soutenir les acteurs culturels dans l'adoption de pratiques durables comme les initiatives de réduction des déchets ou gestion durable d'événements. Laisser une place pour les organisations culturelles dans les fonds de développement durable actuels, qui se concentrent trop souvent exclusivement sur les entreprises.

Soutenir les initiatives de mutualisation des espaces et des ressources

Stimuler la création d'espaces mutualisés entre plusieurs opérateurs culturels permet d'optimiser l'utilisation des espaces disponibles et d'améliorer la qualité des équipements, tout en favorisant les échanges humains. De bons exemples en la matière : le nouveau pôle de mutualisation du Théâtre National à Manage, ou encore les "Broedplekken" initiés par le Ministre flamand Benjamin Dalle.

Il est également pertinent de soutenir les ressourceries de matériel comme [In Limbo](#) et [Gilbard](#).

Rendre les infrastructures culturelles plus durables

Investir pour rendre l'infrastructure culturelle existante plus durable. Les opérateurs n'étant pas propriétaires, ils n'ont pas toujours le pouvoir et les moyens d'investir pour rendre les bâtiments plus vertueux, sur le plan environnemental. Les pouvoirs publics devraient avoir la possibilité de rendre leurs infrastructures plus durables au profit des occupant-es, ou de donner à ceux-ci les moyens d'investir.

07 | TOURISME, COMMUNICATION CULTURELLE ET MARKETING URBAIN

Bruxelles se distingue par une identité artistique et culturelle incroyablement riche, portée par des acteur·ices culturel·les œuvrant à l'échelle mondiale. Le secteur culturel bruxellois et le service touristique régional visit.brussels partagent le même objectif : renforcer et communiquer l'identité plurielle de la ville à travers des événements culturels et une communication claire. Cependant, ce potentiel culturel pourrait être mieux exploité dans la stratégie touristique régionale. Le développement d'une identité bruxelloise repose aussi sur un sentiment d'appartenance culturelle, nécessitant la participation active, ainsi que l'aménagement et l'utilisation de l'espace public et de tiers lieux à des fins culturelles. La culture est donc le secteur par excellence pour dynamiser et promouvoir l'image de Bruxelles.

Il convient de renforcer les liens avec le secteur culturel dans le cadre de l'élaboration d'une politique touristique, en travaillant du terrain vers les décideur·euses et en exploitant l'immense potentiel existant dans le domaine culturel.

Créer une communication culturelle visible par toutes à Bruxelles

À Bruxelles, le monde de la culture n'est pas assez visible dans le paysage urbain, la richesse de la programmation culturelle n'est pas suffisamment mise en valeur.

Créer des campagnes promotionnelles (affichage, digitales, réseaux sociaux...) de grande envergure. La région bruxelloise doit prendre conscience qu'elle est une capitale culturelle et faire rayonner ce message à l'extérieur. À l'instar de Paris (ou toute autre capitale européenne) où vous savez immédiatement quels spectacles ou expositions sont à l'affiche en vous promenant dans l'espace public ou les transports.

Revaloriser la culture au sein des grands événements

- **Le secteur estime nécessaire d'investir l'espace public en y organisant des grands événements qui s'adressent aux visiteur·euses internationaux·ales, mais aussi à toutes les Bruxellois·es et autres compatriotes.** Sans oublier la grande partie de la population bruxelloise qui ne peut partir en voyage et à laquelle il est capital d'accorder une attention particulière au sein de la programmation estivale. Il va sans dire qu'il faut garantir des pratiques et des rémunérations équitables.
- Nous demandons d'inclure le secteur culturel dans le développement de grands événements tels que le [Bright Festival](#), [Plaisirs d'Hiver](#) ou la [Fête de l'Iris](#). Pour que ces moments ajoutent une réelle valeur culturelle, leur contenu, planification et organisation peuvent être mieux coordonnés avec les acteurs culturels existants qui façonnent quotidiennement l'identité bruxelloise dans toute sa diversité.
- À l'inverse, les projets culturels développés dans l'espace public par le secteur même ([Zinneke](#), [Dia de Muertos](#), etc.), devraient bénéficier de la même mise en lumière.

Recommandation complémentaire

- **Considérer Molenbeek-Bruxelles 2030 comme une opportunité de développer une véritable politique culturelle bruxelloise**
Bruxelles mérite une politique culturelle globale qui se reflète dans les plans touristiques de la ville, dans la communication, dans l'aménagement du territoire des quartiers et surtout qui s'appuie sur la participation de toutes les Bruxellois·es. La candidature de Molenbeek-Bruxelles au titre de Capitale culturelle de 2030 est l'occasion d'y réfléchir en profondeur et de développer des projets concrets qui transforment la ville. Il ne faut pas laisser le développement de ce plan dépendre de l'obtention ou non du titre de Capitale culturelle. Comme plan B, nous appuyons l'idée de prévoir des personnes et des moyens pour mettre en place un projet culturel en 2030, en collaboration avec d'autres villes européennes confrontées à des défis similaires à ceux de Bruxelles.

CONCLUSION

Avec ces recommandations, nous espérons dessiner les contours de la future politique culturelle de Bruxelles. En tant que réseau reflétant la diversité et la richesse du secteur artistique et culturel à Bruxelles, nous nous adressons à toutes celles qui détermineront directement ou indirectement la politique artistique et culturelle à Bruxelles dans les années à venir. Nous espérons ainsi poursuivre le dialogue ouvert et constructif avec les responsables politiques et contribuer avec ces derniers à la vitalité culturelle de Bruxelles, au bénéfice des artistes et des habitant-es de la capitale.

Nous renonçons délibérément à donner à ce document le titre de "mémoire", car nos recommandations ne sont pas gravées dans le marbre. Nous poursuivons la conversation avec nos membres et d'autres organisations de la société civile et prévoyons quelques mises à jour de ce document pendant cette année électorale 2024.

Une première "version longue" a été approuvée par l'Organe d'Administration du RAB/BKO le 21 décembre 2023, et envoyée aux collaborateur-ices des partis politiques. Ensuite le secteur s'est réuni pour poursuivre la réflexion lors d'un Forum Ouvert le 23 février 2024. Des rencontres avec plusieurs candidat-es aux élections régionales et fédérales du 9 juin 2024 ont eu lieu dans les mois qui ont suivi. Cette version du document a bénéficié de ces échanges, et a fait l'objet d'une actualisation en date du 17 juillet 2024, en amont des élections communales du 13 octobre 2024.

SOURCES

Pour la rédaction de ce texte, outre les sources mentionnées ci-dessus, nous nous sommes appuyés, entre autres, sur les mémoires suivants :

- [Memorandum RAC](#)
- [Memorandum Bruxeo](#)
- [Memorandum oKo](#)
- [Memorandum cult!](#)
- [Oriëntatiekader lokale verkiezingen De Federatie](#)
- [Memorandum Pulse Transitienetwerk](#)
- [Memorandum FEAS](#)
- [Lettre aux responsables politiques Culture & Démocratie](#)
- [Rapport Forum Ouvert RAB/BKO et La Concertation - Action Culturelle Bruxelloise](#)

COLOPHON

Rédaction

Juliette Mogenet, Brigitte Neervoort, Marianne Serandour, Quinten Wyns

Équipe

Arnaud de Schaetzen, Meike de Roest, Brigitte Neervoort, Katrien Reist, Keisha Strano

Organe d'administration RAB

Depuis l'AG du 25/03/2024

Président

Centre Vidéo Bruxelles - Michel Steyaert

Article 27 - Laurence Adam
CENTRALE for contemporary art - Tania Nasielski
Compagnie Thor - Emilie Wacker
ILES / Artist Project - Chloé Housseau
ISELP - Daphné Defosse
La Monnaie / De Munt - Lies Doms & Marie-Caroline Lefin
La Vénérie - Virginie Cordier
Projet Orfeo - Anne Deltour
Théâtre Les Tanneurs - Catherine Ansay
Théâtre National de Wallonie Bruxelles - Nicolas Dubois
Zinneke - Tristan Locus
Zoart - Bouchra Hbali

Réseau des Arts à Bruxelles

Siège social & adresse postale
Rue de Flandre 46
1000 Bruxelles

N° entreprise : 0894.581.906
RPM : Bruxelles

Organe d'administration BKO

Depuis l'AG du 25/03/2024

Présidentes

Kunstenwerkplaats - Karlien Vanhoonacker
Beursschouwburg - Melat Gebeyaw Nigussie

Ancienne Belgique - Tom Bonte
Auguste Orts - Marie Logie
Globe Aroma - An Vandermeulen
Hiros - Yasmina Boudia
Kunstenfestivaldesarts - Frederik Verrote
KVS - Michael De Cock & Kristien De Coster
Passa Porta NL - Astrid Van Impe
RITCS School of Arts - Hendrik De Smedt
WIELS - Sophie Rocca
Zinnema - Valérie Wolters

Brussels Kunstenoverleg

Siège social
Square Saintelette 19
1000 Bruxelles

Adresse postale
Rue de Flandre 46
1000 Bruxelles

N° entreprise : 0479.411.513
RPM : Bruxelles

info@rabbko.be www.rabbko.be